



**PARLEMENT BRUXELLOIS
BRUSSELS PARLEMENT**

**Compte rendu intégral
des interpellations
et des questions**

**Commission chargée des questions
européennes**

**RÉUNION DU
LUNDI 1^{ER} FÉVRIER 2021**

SESSION 2020-2021

**Integraal verslag
van de interpellaties
en de vragen**

**Commissie belast met de Europese
Aangelegenheden**

**VERGADERING VAN
MAANDAG 1 FEBRUARI 2021**

ZITTING 2020-2021

Le **compte rendu intégral** contient le texte intégral des discours dans la langue originale. Ce texte a été approuvé par les orateurs. Les traductions - *imprimées en italique* - sont publiées sous la responsabilité de la direction des comptes rendus. La traduction est un résumé.

Publication éditée par le
Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale
Direction des comptes rendus
Tél. : 02 549 68 02
E-mail : criv@parlement.brussels

Les comptes rendus peuvent être consultés à l'adresse www.parlement.brussels

Het **integraal verslag** bevat de integrale tekst van de redevoeringen in de oorspronkelijke taal. Deze tekst werd goedgekeurd door de sprekers. De vertaling - *cursief gedrukt* - verschijnt onder de verantwoordelijkheid van de directie Verslaggeving. De vertaling is een samenvatting.

Publicatie uitgegeven door het
Brussels Hoofdstedelijk Parlement
Directie Verslaggeving
Tel. 02 549 68 02
E-mail criv@parlement.brussels

De verslagen kunnen geraadpleegd worden op www.parlement.brussels

SOMMAIRE

Question orale de M. Geoffroy Coomans de Brachène 1

à M. Pascal Smet, secrétaire d'État à la Région de Bruxelles-Capitale chargé de l'urbanisme et du patrimoine, des relations européennes et internationales, du commerce extérieur et de la lutte contre l'incendie et l'aide médicale urgente,

concernant "l'opposition des élus alsaciens à la rénovation du bâtiment Paul-Henri Spaak, le Parlement européen de Bruxelles".

Question orale de Mme Gladys Kazadi 3

à M. Pascal Smet, secrétaire d'État à la Région de Bruxelles-Capitale chargé de l'urbanisme et du patrimoine, des relations européennes et internationales, du commerce extérieur et de la lutte contre l'incendie et l'aide médicale urgente,

concernant "l'accord entre la Chine et l'UE sur leurs investissements respectifs".

Question orale de Mme Lotte Stoops 5

à M. Pascal Smet, secrétaire d'État à la Région de Bruxelles-Capitale chargé de l'urbanisme et du patrimoine, des relations européennes et internationales, du commerce extérieur et de la lutte contre l'incendie et l'aide médicale urgente,

concernant "l'influence du Brexit sur la scène musicale et le secteur audiovisuel bruxellois".

Question orale de Mme Véronique Lefrancq 8

à M. Pascal Smet, secrétaire d'État à la Région de Bruxelles-Capitale chargé de l'urbanisme et du patrimoine, des relations européennes et internationales, du commerce extérieur et de la

INHOUD

Mondelinge vraag van de heer Geoffroy Coomans de Brachène 1

aan de heer Pascal Smet, staatssecretaris van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor Stedenbouw en Erfgoed, Europese en Internationale Betrekkingen, Buitenlandse Handel en Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

betreffende "het verzet van de gekozenen uit de Elzas tegen de renovatie van het gebouw Paul-Henri Spaak, het Europees Parlement in Brussel".

Mondelinge vraag van mevrouw Gladys Kazadi 3

aan de heer Pascal Smet, staatssecretaris van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor Stedenbouw en Erfgoed, Europese en Internationale Betrekkingen, Buitenlandse Handel en Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

betreffende "het akkoord tussen China en de EU over hun respectieve investeringen".

Mondelinge vraag van mevrouw Lotte Stoops 5

aan de heer Pascal Smet, staatssecretaris van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor Stedenbouw en Erfgoed, Europese en Internationale Betrekkingen, Buitenlandse Handel en Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

betreffende "de invloed van de brexit op de Brusselse muziekscène en de audiovisuele sector".

Mondelinge vraag van mevrouw Véronique Lefrancq 8

aan de heer Pascal Smet, staatssecretaris van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor Stedenbouw en Erfgoed, Europese en Internationale Betrekkingen, Buitenlandse

lutte contre l'incendie et l'aide médicale
urgente,

concernant "l'accord de commerce et de
coopération entre l'Union européenne et le
Royaume-Uni".

Handel en Brandbestrijding en Dringende
Medische Hulp,

betreffende "de handels- en
samenwerkingsovereenkomst tussen de
Europese Unie en het Verenigd Koninkrijk".

101 Présidence : M. Rachid Madrane, président.

Voorzitterschap: de heer Rachid Madrane, voorzitter.

105 **QUESTION ORALE DE M. GEOFFROY COOMANS DE BRACHÈNE**

MONDELINGE VRAAG VAN DE HEER GEOFFROY COOMANS DE BRACHÈNE

105 à M. Pascal Smet, secrétaire d'État à la Région de Bruxelles-Capitale chargé de l'urbanisme et du patrimoine, des relations européennes et internationales, du commerce extérieur et de la lutte contre l'incendie et l'aide médicale urgente,

aan de heer Pascal Smet, staatssecretaris van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor Stedenbouw en Erfgoed, Europese en Internationale Betrekkingen, Buitenlandse Handel en Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

105 concernant "l'opposition des élus alsaciens à la rénovation du bâtiment Paul-Henri Spaak, le Parlement européen de Bruxelles".

betreffende "het verzet van de gekozenen uit de Elzas tegen de renovatie van het gebouw Paul-Henri Spaak, het Europees Parlement in Brussel".

107 **M. Geoffroy Coomans de Brachène (MR).**- Qu'on l'aime ou pas, l'illustre bâtiment Paul-Henri Spaak, souvent surnommé Caprice des dieux, est un symbole européen situé en plein cœur du quartier Léopold. Il doit être rénové dans les années à venir.

De heer Geoffroy Coomans de Brachène (MR) (in het Frans).- *Het Paul-Henri Spaak-gebouw is een Europees symbool dat in de loop van de volgende jaren moet worden gerenoveerd.*

Le 5 décembre 2019, le Parlement européen publiait un appel à auteurs de projet pour un concours d'esquisses visant à redéfinir les volumes intérieurs et extérieurs de ce bâtiment. Je vous avais d'ailleurs adressé une question à ce sujet afin d'avoir davantage d'informations sur le déroulement de ce dossier.

Ten gevolge van de coronacrisis besliste het Europees Parlement om het merendeel van de plenaire vergaderingen op afstand te organiseren of desnoods in Brussel als de volksvertegenwoordigers echt aanwezig willen zijn. Dat heeft in Straatsburg tot frustratie geleid.

Certains ne l'entendent toutefois pas ainsi. Comme vous le savez sans doute, l'épidémie de Covid-19 a créé une certaine frustration dans la métropole alsacienne au sujet des séances plénières. En effet, le Parlement européen a décidé de mener les sessions en majorité à distance jusqu'à nouvel ordre, et à Bruxelles si des députés tiennent tout de même à être présents. La dernière session du Parlement européen a d'ailleurs eu lieu entre le 14 et le 17 décembre à Bruxelles, en ligne, même si l'ouverture de la séance plénière s'est symboliquement déroulée à Strasbourg.

Onlangs eisten de Straatsburgse verkozenen een openbaar debat over de renovatie van het gebouw in Brussel. Die zou 500 miljoen euro kosten. Het is geen verrassing dat de discussie over de vestigingsplaats van het Europees Parlement naar aanleiding van de coronacrisis opnieuw oplaat.

Il y a peu, les élus strasbourgeois ont réclamé la tenue d'un véritable débat public sur ce projet de rénovation. Ils avancent que son coût serait de 500 millions d'euros. Selon les dernières informations, le président du Parlement européen n'a pas répondu officiellement.

La crise sanitaire relance sans surprise le débat, ouvert depuis le Conseil européen d'Édimbourg de 1992 et le traité d'Amsterdam de 1999, sur le siège unique du Parlement européen.

109 J'aurais aimé obtenir une réponse aux questions suivantes.

Zijn uw diensten op de ene of andere manier betrokken bij deze kwestie? Hebt u met uw Straatsburgse ambtgenoot gesproken?

Quel est le suivi apporté par vos services à ce dossier ? Avez-vous pris contact avec votre homologue strasbourgeois ?

Hebt u het probleem van de vestigingsplaats van het Europees Parlement met de commissaris voor Europese Zaken en de voorzitter van het Europees Parlement besproken?

Une réunion entre vos services, le commissaire aux affaires européennes et le président du Parlement européen a-t-elle eu lieu ? Dans l'affirmative, avez-vous abordé le problème du siège unique au Parlement européen ?

Klopt het dat de renovatie van het gebouw 500 miljoen euro kost? Hoever staat de procedure?

Pouvez-vous confirmer le chiffre de 500 millions d'euros avancé par les élus strasbourgeois quant au coût de la rénovation du bâtiment Paul-Henri Spaak ?

Quelle est la position du gouvernement bruxellois concernant cette demande des élus strasbourgeois d'organiser un débat public sur ce projet de rénovation ?

Quelle est la position du gouvernement bruxellois quant au siège unique du Parlement européen ?

Enfin, où en est la procédure de rénovation du bâtiment Paul-Henri Spaak à ce jour ?

¹¹¹ **M. Pascal Smet, secrétaire d'État.**- Je ne saisis pas si votre question concerne le souhait d'un siège unique ou la rénovation de celui à Bruxelles. Dans le second cas, je suis en mesure de répondre à votre dernière question.

Premièrement, nous n'estimons pas opportun de prendre contact avec nos homologues strasbourgeois, car nous ne souhaitons pas accorder trop d'importance à leurs déclarations. Cela risquerait d'ouvrir un débat qui dépend des États membres et non de la Région bruxelloise.

Vous savez probablement que le dialogue entre les institutions européennes et le gouvernement bruxellois est fructueux, et ce depuis le gouvernement précédent avec la nomination d'Alain Hutchinson, qui est toujours en poste.

Nous entretenons également de très bonnes relations avec le Parlement européen, dont le vice-président est chargé des relations avec la Région bruxelloise. Je peux également contacter le secrétaire général si nécessaire.

¹¹³ Deuxièmement, la problématique du siège unique du Parlement européen. Nous n'avons pas abordé la question, mais en principe nous sommes tous favorables à l'idée que le Parlement européen ait son siège permanent à Bruxelles. Cependant, le fait est qu'il existe à ce sujet un traité qui ne peut être modifié qu'à l'unanimité. Il faudrait donc que la France donne son accord.

Je pense que, pour la Ville de Bruxelles, la priorité ne devrait pas être de rouvrir le débat avec la République française ou Strasbourg, mais plutôt de voir comment mieux accueillir les institutions européennes à Bruxelles.

Je ne suis pas en mesure de confirmer le chiffre de 500 millions d'euros. À ma connaissance, dans le cahier des charges, le montant mentionné était sensiblement inférieur au moment évoqué par les autorités strasbourgeoises. Mais comme l'a dit le secrétaire général du Parlement européen, il est impossible à l'heure actuelle de donner un coût précis, puisque celui-ci dépend des options choisies par le Parlement européen. C'est d'ailleurs lui le maître d'ouvrage du projet, raison pour laquelle il n'appartient pas au gouvernement bruxellois de donner des chiffres.

Hoe staat de Brusselse regering tegenover een openbaar debat over de renovatieplannen en de vestigingsplaats van het Europees Parlement?

De heer Pascal Smet, staatssecretaris (in het Frans).- *Het lijkt me niet aangewezen om met de Straatsburgse collega's te praten. We willen hun verklaringen immers niet belangrijker maken dan ze zijn.*

De gesprekken tussen de Europese instellingen en de Brusselse regering zijn sinds de benoeming van Alain Hutchinson erg succesvol en ook de relatie met het Europees Parlement zit goed.

De kwestie is niet ter sprake te komen, maar wij willen dat het Europees Parlement altijd in Brussel vergadert. Dat vergt echter een verdragswijziging waarmee ook Frankrijk moet instemmen.

Die discussie is volgens mij niet de prioriteit van de stad Brussel. Ze wil vooral dat de Europese instellingen zich hier zo goed mogelijk thuis voelen.

Ik kan de kostprijs van de renovatie niet bevestigen. Volgens mij stond in de voorwaarden van de aanbesteding een veel lager bedrag dan de 500 miljoen euro die Straatsburg naar voren schuift. De totaalprijs hangt echter af van de keuzes van het Europees Parlement, dat ook de bouwheer is.

115 S'agissant de la procédure de rénovation du bâtiment Paul-Henri Spaak, il y a concertation entre le Parlement européen et la Région bruxelloise au plus haut niveau. Nous étions d'ailleurs représentés dans le jury.

Après une première sélection, 25 bureaux en lice ont pu remettre leur esquisse avant le 12 janvier, étape après laquelle une réunion du jury est prévue en février. Ce dernier devra sélectionner cinq projets pour le printemps, lesquels seront soumis au Bureau du Parlement européen qui prendra la décision finale. S'ensuivra une période pendant laquelle l'auteur de projet sera amené à développer le design proposé.

Je peux donc vous garantir que la collaboration entre la Région bruxelloise et le Parlement européen est efficace.

117 **M. Geoffroy Coomans de Brachène (MR).**- En tant que Bruxellois, j'imagine que vous désirez et attendez, comme la plupart des Belges et de nombreux Européens, que pour des raisons de cohérence et d'image, le siège du Parlement européen reste dans notre capitale. N'avoir qu'un seul siège pour l'Union européenne en renforcerait le message.

Une réponse courtoise aux élus alsaciens ne serait pas inopportune. Nous ne parlons pas d'un groupuscule ! Selon moi, si une telle demande émanait des élus bruxellois, il serait opportun de faire de même.

Les 500 millions d'euros ne pouvant être confirmés, il serait également intéressant de savoir à quelle sauce nous allons être mangés. Étant donné ce montant astronomique, peut-être faudrait-il en profiter pour poser un geste architectural à la mesure de Bruxelles, car le bâtiment actuel est loin d'être une merveille en la matière.

- *L'incident est clos.*

121 **QUESTION ORALE DE MME GLADYS KAZADI**

121 à **M. Pascal Smet, secrétaire d'État à la Région de Bruxelles-Capitale chargé de l'urbanisme et du patrimoine, des relations européennes et internationales, du commerce extérieur et de la lutte contre l'incendie et l'aide médicale urgente,**

121 **concernant "l'accord entre la Chine et l'UE sur leurs investissements respectifs".**

123 **Mme Gladys Kazadi (cdH).**- Le 30 décembre dernier, l'Union européenne (UE) et la Chine ont annoncé la conclusion d'un accord de principe sur les investissements entre l'UE et la Chine. Selon la Commission européenne, l'accord prévoit "une ouverture ambitieuse et des conditions de concurrence équitables pour les investissements européens" et reposerait sur des principes de développement durable.

Over de renovatieprocedure was er topperleg tussen het Europees Parlement en het Brussels Gewest.

Na een eerste selectie hebben 25 bureaus ontwerpen ingediend waarvan de jury er in februari 5 zal shortlisten. Daaruit kiest het Bureau van het Europees Parlement dan de uiteindelijke winnaar.

De heer Geoffroy Coomans de Brachène (MR) *(in het Frans).*- *Ik neem aan dat u, net als de meeste Belgen en een heleboel Europeanen wilt dat het Europees Parlement in Brussel blijft. Een beleefd antwoord aan de verkozenen uit de Elzas zou niet misplaatst zijn.*

U kunt niet bevestigen dat de renovatie 500 miljoen zal kosten, maar het zou interessant zijn om te weten waar we aan toe zijn. Misschien is het ook een gelegenheid om de architecturale ingreep op de Brusselse leest te schoeien, want het huidige gebouw is allesbehalve een juweeltje.

- *Het incident is gesloten.*

MONDELINGE VRAAG VAN MEVROUW GLADYS KAZADI

aan de heer Pascal Smet, staatssecretaris van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor Stedenbouw en Erfgoed, Europese en Internationale Betrekkingen, Buitenlandse Handel en Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

betreffende "het akkoord tussen China en de EU over hun respectieve investeringen".

Mevrouw Gladys Kazadi (cdH) *(in het Frans).*- *Op 30 december 2020 sloten de Europese Unie (EU) en China een principeakkoord over onderlinge investeringen. Volgens de EU zijn de voorwaarden erin billijk en steunen ze op de principes van duurzame ontwikkeling.*

Alle parlementen, ook het Brusselse, moeten het akkoord goedkeuren. De inhoud is echter nog niet bekendgemaakt. Wat

Néanmoins, le contenu de l'accord n'ayant pas encore été rendu public, nous ne pouvons pas encore en faire une véritable analyse en tant que parlementaires. A priori, cet accord devra recueillir l'assentiment de tous les parlements, en ce compris le nôtre.

Pourriez-vous faire le point sur cet accord sur les investissements entre l'UE et la Chine ? Quels en sont les éléments clés et quelle en est votre analyse ?

Où en est exactement le processus d'adoption, et quelles en sont les prochaines étapes ? S'agit-il toujours bien d'un accord mixte et, dans l'affirmative, quand estimez-vous que cet accord sera soumis à l'assentiment du Parlement bruxellois ?

Qu'en est-il de la concertation intrabelge à cet égard ? Quelle est la position exprimée par la Belgique et, plus singulièrement, par le gouvernement bruxellois ?

Enfin, cet accord respecte-t-il bien les balises de la déclaration de politique régionale (DPR) bruxelloise en ce qui concerne les accords de commerce et d'investissement européens ?

¹²⁵ **M. Pascal Smet, secrétaire d'État.**- Il est, à ce stade, difficile de se prononcer sur le contenu de l'accord. Le texte n'a été communiqué que le 22 janvier dernier et des réunions de présentation doivent être organisées par la Commission européenne.

À ce stade, il apparaît néanmoins que l'accord a obtenu une ouverture du marché chinois dans différents secteurs et des conditions plus équitables, en imposant certaines obligations aux entreprises d'État chinoises. Le chapitre consacré au développement durable semble offrir peu de garanties, à la lumière de notre déclaration de politique régionale (DPR), notamment au sujet de la ratification des conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT). L'accord ne prévoit rien sur le règlement de différends entre les investisseurs et l'État.

La Commission européenne insiste sur le fait que l'accord, en l'état, constitue déjà une grande avancée dans certains domaines et qu'il est impossible d'obtenir mieux. J'émet toutes les réserves de rigueur, car nous ne disposons pas encore du texte et n'avons donc pas encore pu l'analyser.

Comme l'accord ne prévoit pas de règlement des différends, le texte actuel tombe sous la compétence exclusive de l'Union européenne. Les parlements belges ne doivent donc pas le ratifier, mais la Belgique devra prendre position au Conseil européen, en tant qu'État membre.

Au sein de la concertation belge, cet accord suscite une convergence de vues. Le gouvernement bruxellois et les autres partenaires institutionnels ont tous émis des doutes quant à son opportunité et à son contenu.

zijn de belangrijkste elementen in het akkoord? Hoe staat u tegenover het akkoord?

Hoe ver staat het goedkeuringsproces? Wat zijn de volgende stappen? Als het een gemengd akkoord is, wanneer moet het Brussels Parlement het dan goedkeuren?

Hoe ver staat het intra-Belgisch overleg over het akkoord? Wat is het Belgische en het Brusselse standpunt?

Stemt het akkoord overeen met wat de Brusselse gewestelijke beleidsverklaring zegt over Europese akkoorden over handel en investeringen?

De heer Pascal Smet, staatssecretaris (in het Frans).- *Ik kan mij nog niet uitspreken over de inhoud van het akkoord. Het is echter duidelijk dat met het akkoord meer openheid van de Chinese markt in uiteenlopende sectoren is verkregen, en dat tegen billijker voorwaarden. De Chinese bedrijven krijgen weliswaar bepaalde verplichtingen opgelegd, maar op het gebied van duurzame ontwikkeling lijkt het akkoord weinig garanties te bieden, en evenmin over de basisconventies van de Internationale Arbeidsorganisatie (IAO).*

De Europese Commissie noemt het akkoord een grote vooruitgang op bepaalde vlakken en stelt dat dit het beste is wat er te behalen was.

Aangezien er geen regeling is opgenomen voor geschillen tussen investeerders en de staat, valt de tekst onder de bevoegdheid van de EU. De Belgische parlementen moeten hem niet ratificeren, maar België moet er wel een standpunt over innemen. De meningen zijn verdeeld. De Brusselse regering en andere instellingen hebben hun twijfels over de tekst. We hebben onze overwegingen aan de Europese Commissie bezorgd.

L'ensemble de ces considérations ont été relayées à la Commission européenne.

127 La position belge fera encore l'objet de réunions interfédérales. Le gouvernement veillera évidemment à faire valoir son point de vue dans la suite des négociations.

129 **Mme Gladys Kazadi (cdH).**- J'entends que vous venez de recevoir le texte. Je ne manquerai pas de revenir vers vous pour connaître votre analyse.

Vous nous expliquez également que les parlements belges ne devront pas ratifier cet accord, mais qu'une position belge devra être arrêtée. Des réunions de concertation sont-elles déjà à l'ordre du jour ?

129 **M. Pascal Smet, secrétaire d'État.**- Oui, des réunions ont déjà eu lieu.

- *L'incident est clos.*

135 **QUESTION ORALE DE MME LOTTE STOOPS**

135 à **M. Pascal Smet, secrétaire d'État à la Région de Bruxelles-Capitale chargé de l'urbanisme et du patrimoine, des relations européennes et internationales, du commerce extérieur et de la lutte contre l'incendie et l'aide médicale urgente,**

135 concernant "l'influence du Brexit sur la scène musicale et le secteur audiovisuel bruxellois".

137 **Mme Lotte Stoops (Groen) (en néerlandais).**- *Le gouvernement britannique a refusé d'autoriser les artistes de l'Union européenne à venir se produire au Royaume-Uni sans visa. À son tour, l'Europe a rejeté la proposition visant à épargner aux artistes britanniques les coûts et la paperasserie qu'entraîne une tournée européenne.*

Si cette situation n'est qu'accessoire pour les artistes confirmés, elle aura des conséquences catastrophiques pour les artistes de moindre renommée, dont les représentations sont la principale source de revenus. La mesure se reflétera dans les affiches de festivals et la programmation de nos salles de concert, car les artistes du Royaume-Uni ne viendront plus jouer à Bruxelles.

De Brusselse regering zal haar visie duidelijk maken tijdens het nog lopende interfederaal overleg.

Mevrouw Gladys Kazadi (cdH) (in het Frans).- *Ik begrijp dat u de tekst nog maar net hebt ontvangen.*

Vinden er overlegvergaderingen over het Belgische standpunt plaats?

De heer Pascal Smet, staatssecretaris (in het Frans).- *Ja.*

- *Het incident is gesloten.*

MONDELINGE VRAAG VAN MEVROUW LOTTE STOOPS

aan de heer Pascal Smet, staatssecretaris van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor Stedenbouw en Erfgoed, Europese en Internationale Betrekkingen, Buitenlandse Handel en Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

betreffende "de invloed van de brexit op de Brusselse muziekcène en de audiovisuele sector".

Mevrouw Lotte Stoops (Groen).- De Britse regering weigerde artiesten uit de Europese Unie die in het Verenigd Koninkrijk willen optreden, de mogelijkheid te geven om dat visumvrij te doen. Op zijn beurt wees Europa daarop ook het standaardvoorstel af om Britse artiesten de grote kosten en bureaucratische rompslomp die een Europese tour met zich meebrengt, te besparen. Ondanks 250.000 handtekeningen streed het VK er binnen de brexitonderhandelingen niet voor om Britse muzikanten visumvrij te laten afreizen naar EU-landen.

De grote artiesten zullen daar weinig problemen van ondervinden. Voor rijzende sterren en het undergroundcircuit daarentegen, die geen groot tourmanagement achter zich hebben, wordt de situatie, in de nasleep van de coronacrisis, rampzalig. Optreden is nu eenmaal een van de voornaamste inkomstenbronnen voor hen. Vooral voor de Britten dreigt dat een ellendige situatie te worden. De Brusselse kunstenaars hebben immers - na corona - nog heel Europa om plat te spelen.

Toch zal de beslissing zich doen voelen op festivalaffiches en bij de programmering in onze concertzalen. Artiesten uit het VK zullen immers niet meer naar Brussel kunnen komen spelen. Als

139 *Imaginez l'Ancienne Belgique, le Botanique, Forest National ou le Brussels Summer Festival sans têtes d'affiche britanniques !*

Pour de nombreux artistes qui sortent un album de nos jours, les concerts sont essentiels, car les ventes de disques ne sont plus ce qu'elles étaient. Aujourd'hui, les tournées et le merchandising sont devenus une source de revenus importante pour de nombreux artistes.

Les experts craignent que trop peu d'artistes commerciaux fassent pression sur un gouvernement défaillant afin qu'il revienne sur sa décision. Le parlement britannique a néanmoins tenu une audition le 19 janvier 2021 dans le but de prévoir pour l'industrie - autrement dit les artistes - un "passeport de musicien", qui leur permettrait de partir en tournée sans visa. Malheureusement, cette proposition a été rejetée.

141 *L'absence d'artistes européens au Royaume-Uni sera également synonyme d'appauvrissement de l'offre culturelle. Les artistes doivent en effet pouvoir échanger et s'influencer mutuellement. Aujourd'hui, il importe également de savoir dans quelle mesure cette décision portera préjudice à la complexité et à la diversité du terrain fertile qu'est la culture bruxelloise.*

L'année dernière encore, vous avez pris l'initiative de soutenir le secteur audiovisuel britannique afin de sécuriser ses activités européennes. Cela va bien sûr au-delà des musiciens concernés, mais cela a suscité mon inquiétude quant aux plateaux de tournage internationaux et aux collaborations internationales dans le secteur cinématographique.

143 *Avez-vous soulevé cette question au niveau européen ?*

dat niet opgelost raakt, zal dat in de eerste plaats de culturele huizen en hun publiek heel hard pijn doen.

Kunt u zich een affiche van de AB of de Botanique voorstellen zonder Brits aanstormend geweld? Denk ook aan Vorst Nationaal, de Beursschouwburg, Paleis 12, het Koninklijk Circus, de line-up van het Brussels Summer Festival (BSF)! Haal alle Britse artiesten maar eens uit hun gewoonlijke programma en kijk wat er overblijft. Dan heb ik het nog niet gehad over Brusselse muziekbedrijven als Pias, die hun werking grondig zullen moeten aanpassen.

Voor veel artiesten die tegenwoordig een album uitbrengen, is het live-aspect zeer belangrijk. Als het wegvalt, houden veel middelgrote tot grote artiesten er een financiële kater aan over. Bovendien heeft het voor bijna alle artiesten een directe impact op de platenverkoop, die vandaag sowieso al een schim is van wat hij ooit geweest is. Op tournee gaan en ondertussen merchandise verkopen, is voor veel artiesten een belangrijke bron van inkomsten geworden.

Kenners vrezen dat te weinig commerciële artiesten druk zullen zetten op een falende regering om deze beslissing terug te draaien. De meeste artiesten hoeven zich geen zorgen te maken, omdat hun tourmanagement de administratieve rompslomp wel op zich neemt. Daardoor maakt het ruime publiek zich geen zorgen en de regering dus ook niet. Toch hield het Britse parlement op 19 januari 2021 een hoorzitting met als doel om de sector en dus de muzikanten een Musicians' Passport te geven, waarmee ze visumvrij op tournee zouden kunnen gaan. Helaas werd dat voorstel verworpen.

Die stap lag financieel al voor het gros buiten bereik. Dat het Verenigd Koninkrijk geen EU-artiesten meer over de vloer zal krijgen, betekent meteen ook een verarming van het cultuuraanbod. We leven niet in een wereld waarin, op Billie Eilish na, artiesten als superster geboren worden. Kunstenaars moeten hun humus vinden om zich te ontwikkelen, te experimenteren en zich te bekwamen. Er moet ook vooral ruimte zijn om mekaar te beïnvloeden en te bestuiven. In onze Brusselse smeltkroes deden de Britten zeker hun duit in het zakje.

In een periode waarin men ook met het nieuwe Vlaamse kunstendecreet inspeelt op grote, excellerende cultuurkrachten, is de vraag ook in hoeverre de beslissing nefast voor de complexiteit en diversiteit van de groeibodem van de Brusselse cultuur?

Vorig jaar nog nam u het initiatief om de audiovisuele sector uit het VK aan te trekken en te ondersteunen om hun Europese activiteiten veilig te stellen. Dat gaat natuurlijk breder dan de muzikanten die nu op de barricades staan, maar het wekte mijn bezorgdheid over de internationale filmsets en de internationale samenwerkingen in de filmsector.

Hebben u en uw collega's in de andere gewesten dit op Europees niveau aangekaart?

Envisagez-vous des mesures de soutien ou de facilitation supplémentaires pour aider les salles de spectacles bruxelloises à continuer d'accueillir des artistes britanniques ou pour aider les musiciens bruxellois à se produire en Grande-Bretagne ?

Le Brexit affectera-t-il également le secteur du cinéma ? Envisagez-vous un soutien similaire à d'autres secteurs artistiques touchés ?

¹⁴⁵ **M. Pascal Smet, secrétaire d'État (en néerlandais).**- *Les Britanniques ont effectivement décidé de ne pas convenir d'un régime de déplacement sans visa pour les musiciens britanniques.*

Dans le secteur audiovisuel, l'absence d'accords réglementaires concrets sur l'accès au marché des services peut constituer un avantage concurrentiel stratégique pour notre Région, puisque l'accès des fournisseurs de services audiovisuels britanniques au marché européen ne peut désormais se faire que par l'intermédiaire d'un siège social européen.

Le cadre réglementaire particulier de Bruxelles pour les radiodiffuseurs offre à notre pays un net avantage concurrentiel par rapport aux autres États membres. C'est précisément dans ce contexte que la Région a pris les initiatives nécessaires pour encourager les prestataires de services britanniques désireux de poursuivre leur offre à s'établir à Bruxelles.

¹⁴⁷ *En ce qui concerne l'impact sur le secteur du cinéma, hub.brussels s'attend à une faible coopération entre le Royaume-Uni et l'UE, mais toute déclaration définitive à cet égard serait prématurée.*

En vue du soutien aux artistes et productions bruxelloises, la Région bruxelloise pourra prétendre à une aide financière d'un fonds d'aide européen spécial, destiné à absorber le choc économique provoqué par le Brexit.

Le volet commercial de ce règlement prévoit un soutien aux secteurs les plus touchés, à savoir les entreprises, l'emploi et les programmes de reconversion. Les administrations bruxelloises compétentes étudient la mesure dans laquelle elles peuvent financer les mesures passées et futures grâce à cet instrument de soutien.

Plant u bijkomende steun of faciliterende maatregelen om Brusselse huizen te helpen om Britse kunstenaars te blijven verwelkomen?

Plant u bijkomende steun of faciliterende maatregelen om Brusselse muzikanten te helpen om in Groot-Brittannië op te treden?

Zal de brexitregeling ook de cinemasector raken? In hoeverre hebben de politieke beslissingen invloed op uw plannen ten aanzien van de link tussen Brussel en het Verenigd Koninkrijk?

Overweegt u een gelijkaardige ondersteuning voor andere getroffen kunstensectoren?

De heer Pascal Smet, staatssecretaris.- Uiteraard heeft de brexit een weerslag op hoe wij onze handels- en economische relaties voortaan zullen moeten organiseren. Zoals u zelf al aangeeft, was het de Britse wens om binnen het handels- en samenwerkingsakkoord tussen de Europese Unie en het Verenigd Koninkrijk geen afspraken te maken over visumvrij reizen voor Britse muzikanten, hoewel de Europese Unie daarvoor openstond. Ik betreur die beslissing, maar meer dan dat kan ik niet doen.

Voor de audiovisuele sector, die je moet onderscheiden van de cultuursector, zijn ook geen concrete regelgevende afspraken gemaakt over markttoegang voor audiovisuele diensten. Dat kan echter een strategisch competitief voordeel opleveren voor het Brussels Gewest, aangezien de markttoegang voor Britse audiovisuele dienstverleners tot de EU-markt voortaan enkel kan via een Europese hoofdzetel. Het bijzondere Brusselse regelgevende kader en vergunningskader voor zenders levert daarbij een aanzienlijk concurrentievoordeel op ten opzichte van andere EU-lidstaten. Precies in dat verband heeft het gewest al de nodige initiatieven genomen om Britse dienstverleners die hun aanbod willen voortzetten, aan te sporen zich te vestigen in Brussel, met positief resultaat.

Wat de impact op de cinemasector betreft, schat hub.brussels in dat het minder evident wordt om zowel het menselijke kapitaal als het materieel en de logistieke voorzieningen zorgeloos en vlot over de grenzen te krijgen. Er wordt dus minder samenwerking tussen het VK en de EU verwacht. Het is evenwel nog te vroeg om daar nu al een definitieve uitspraak over te doen.

De ondersteuning van de Brusselse muzikanten of filmproducties is geen gewest-, maar een gemeenschapsbevoegdheid. Wel kan ik u zeggen dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aanspraak zal kunnen maken op financiële steun vanuit de Brexit Adjustment Reserve, een bijzonder Europees steunfonds om de economische schok op te vangen die de brexit veroorzaakt.

Het onderdeel over handel van die verordening voorziet in steun voor de hardst getroffen sectoren. Dat zijn in de eerste plaats de ondernemingen, met inbegrip van dienstenbedrijven en kmo's, maar ook de werkgelegenheid en omschakelingsprogramma's,

149 **Mme Lotte Stoops (Groen)** (en néerlandais).- *Je note que les administrations concernées examineront si un soutien peut être tiré du fonds d'aide spécial. S'agit-il de l'administration de l'économie ou de celle de l'emploi ?*

149 **M. Pascal Smet, secrétaire d'État** (en néerlandais).- *Les possibilités seront étudiées tant par Bruxelles Économie et emploi que par Brussels International.*

149 **Mme Lotte Stoops (Groen)** (en néerlandais).- *Je vous remercie pour le suivi attentif que vous réservez à ce dossier, essentiel pour le secteur culturel.*

- *L'incident est clos.*

157 **QUESTION ORALE DE MME VÉRONIQUE LEFRANCQ**

157 **à M. Pascal Smet, secrétaire d'État à la Région de Bruxelles-Capitale chargé de l'urbanisme et du patrimoine, des relations européennes et internationales, du commerce extérieur et de la lutte contre l'incendie et l'aide médicale urgente,**

157 **concernant "l'accord de commerce et de coopération entre l'Union européenne et le Royaume-Uni".**

159 **Mme Véronique Lefrancq (cdH)**- *Ma question porte sur l'accord de commerce et de coopération entre l'Union européenne et le Royaume-Uni. Après une procédure houleuse de divorce qui a duré plus de quatre ans et demi - procédure aux multiples rebondissements -, le Royaume-Uni et l'Union européenne (UE) ont finalement accouché d'un accord qui doit régir leurs relations futures. Cet accord de commerce et de coopération a été conclu le 24 décembre 2020 et est appliqué provisoirement depuis ce 1er janvier 2021, le Conseil de l'UE et le Parlement européen devant encore formellement l'approuver.*

Reconnaissons que, même si cet accord est une bonne nouvelle, le Brexit n'est pas un accord bénéfique pour toutes les parties. Tout le monde en ressentira probablement les conséquences au vu du poids économique des Britanniques en Europe, mais

zonder ook de communicatie over de gevolgen van de brexit te vergeten. Op dit moment onderzoeken de bevoegde Brusselse administraties in welke mate ze zowel gedane uitgaven als toekomstige maatregelen kunnen financieren met dat steuninstrument. Eerst moeten we evenwel zicht hebben op de finale criteria die zullen worden gebruikt om de steun te verlenen.

Mevrouw Lotte Stoops (Groen).- Uw antwoord was vrij technisch. Ik zal het nog eens nalezen in het verslag.

Ik noteer dat u de situatie betreurt en dat de bevoegde administraties zullen nagaan of er steun uit de Brexit Adjustment Reserve kan worden gehaald. Over welke administraties gaat het: de administratie Economie of de administratie Werk? U zegt voorts dat het om gemeenschapsbevoegdheden gaat en dat het ook afwachten is wat de Franse en de Vlaamse Gemeenschapscommissie zullen doen.

De heer Pascal Smet, staatssecretaris.- Zowel Brussel Economie en Werkgelegenheid als Brussels International zullen de mogelijkheden bekijken.

Mevrouw Lotte Stoops (Groen).- Het is goed om dit te blijven opvolgen, want het gaat om een niet te versmaden stuk humus voor onze cultuursector. Ik dank u tot slot voor de antwoorden voor de audiovisuele sector, die mij, zoals u weet, heel na aan het hart ligt.

- *Het incident is gesloten.*

MONDELINGE VRAAG VAN MEVROUW VÉRONIQUE LEFRANCQ

aan de heer Pascal Smet, staatssecretaris van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor Stedenbouw en Erfgoed, Europese en Internationale Betrekkingen, Buitenlandse Handel en Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

betreffende "de handels- en samenwerkingsovereenkomst tussen de Europese Unie en het Verenigd Koninkrijk".

Mevrouw Véronique Lefrancq (cdH) (in het Frans).- *Na een lange vechtscheiding hebben het Verenigd Koninkrijk (VK) en de Europese Unie (EU) op 24 december 2020 eindelijk een handels- en samenwerkingsovereenkomst gesloten, die sinds 1 januari 2021 al voorlopig wordt toegepast, in afwachting van de ratificatie door de Raad van de EU en het Europees Parlement.*

Desondanks zullen velen de gevolgen van de brexit ondervinden. Van de 4.300 Brusselse ondernemingen die naar het buitenland exporteren, hebben er 697 bij hub.brussels gemeld dat ze uitvoeren of uitgevoerd hebben naar het VK. Die ondernemingen tellen in totaal 38.000 werknemers.

aussi plus particulièrement au vu de notre relation commerciale développée avec la Grande-Bretagne.

Gardons ainsi à l'esprit que parmi les 4.300 exportateurs bruxellois, 697 entreprises ont déclaré à hub.brussels exporter ou avoir exporté en Grande-Bretagne dans les derniers chiffres. Ces entreprises représentant au total plus de 38.000 emplois, les conséquences pourraient donc être dramatiques.

Pourriez-vous nous faire un état des lieux des conséquences que cet accord pourrait engendrer sur l'économie bruxelloise ?

Quelle analyse vos services et vous-même avez-vous déjà pu faire des répercussions de cet accord sur la balance des transactions courantes bruxelloises, avec une attention particulière accordée à la balance commerciale et à la balance des services ?

¹⁶¹ Ensuite, de manière plus spécifique, quels sont les secteurs économiques bruxellois qui pourraient ressortir gagnants ou perdants de cet accord ? Quelle serait l'éligibilité des perdants à l'aide du fonds constitué par l'Union européenne (UE) pour absorber le choc dû au Brexit ?

En effet, nous avons appris dans la presse du 13 janvier que la Belgique s'arrogeait 7,6 % de la Brexit Adjustment Reserve (BAR), la réserve financière d'ajustement au Brexit provenant de l'UE, destinée à atténuer l'incidence de l'adieu du Royaume-Uni à la "cohésion économique, sociale et territoriale". Ainsi, plus de 305 millions d'euros seront alloués aux Régions du pays pour atténuer l'effet négatif du Brexit sur l'économie belge.

La clé de répartition de ces 300 millions d'euros entre les Régions a déjà été établie : 55 % pour la Flandre, 35 % pour la Wallonie et 10 % pour Bruxelles. Pouvez-vous nous expliquer cette répartition ? Est-il normal que Bruxelles n'obtienne que 10 % de ce fonds ? Nous trouvons-nous, comme c'est le cas dans la répartition du plan de relance, dans un arbitrage politique qui est à nouveau défavorable à la Région bruxelloise ? Pouvez-vous nous éclairer à ce sujet ?

Dans la presse du 13 janvier, la directrice de hub.brussels a déclaré que les difficultés actuelles concernant les nouveaux échanges commerciaux avec le Royaume-Uni se situaient, notamment, au niveau des nouvelles réglementations administratives qui sont apparues (ou réapparues). Celles-ci constituent de véritables obstacles, particulièrement pour les petites entreprises qui ont besoin de davantage de temps d'adaptation face à ces nouvelles barrières et procédures.

¹⁶³ Quelles sont les aides fournies par la Région bruxelloise pour pallier ces nouvelles difficultés d'échanges pour les entreprises ?

Quelle est l'articulation des mesures mises en place à Bruxelles avec celles des autres niveaux de pouvoir, notamment le gouvernement fédéral ?

Kunt u een overzicht geven van de gevolgen die het akkoord kan hebben voor de Brusselse economie? Hebt u de impact al geanalyseerd op de Brusselse handelsbalans?

Welke sectoren hebben het meest te verliezen of te winnen bij het akkoord? Komen die verliezers in aanmerking voor Europese steun?

Volgens de pers maakt België aanspraak op 7,6% van de Brexit Adjustment Reserve, het fonds waarmee de EU de impact van de brexit wil verzachten. Zo zouden de gewesten ruim 305 miljoen euro ontvangen. De verdeelsleutel daarvoor is al bekend: 55% voor Vlaanderen, 35% voor Wallonië en 10% voor Brussel.

Hoe verklaart u die verdeelsleutel? Gaat het om een politieke beslissing die voor de zoveelste keer ten nadele is van het Brussels Gewest?

De directrice van hub.brussels zei in de pers dat de moeilijkheden vooral liggen bij de nieuwe administratieve regels als gevolg van de brexit. Die zijn vooral een probleem voor kleine bedrijven, die meer tijd nodig hebben om zich aan te passen.

Welke steun kunnen ze daarbij krijgen van het gewest?

Hoe zijn de Brusselse maatregelen afgestemd op de federale maatregelen?

Ces deux dernières années, plusieurs dizaines d'entreprises basées en Grande-Bretagne ont déménagé leur activité à Bruxelles. Il apparaît cependant que les grands gagnants de la relocalisation dans l'Union européenne soient surtout Paris, Francfort et les Pays-Bas. Pouvez-vous nous exposer les derniers chiffres actualisés d'entreprises ayant déménagé leur activité du Royaume-Uni en Région bruxelloise ?

Pouvez-vous nous présenter les données, en précisant les secteurs concernés, ainsi que les retombées sur l'emploi ?

Quels sont les éléments de réponse qui expliquent pourquoi Bruxelles n'est pas parvenue à attirer autant d'entreprises que d'autres pays voisins ?

L'accord entre l'Union européenne et le Royaume-Uni semble, selon la Commission européenne, relever uniquement des compétences exclusives de l'Union européenne. Dès lors, il appartiendra au Parlement européen et ensuite au Conseil de l'Union européenne de l'approuver. Dans le cas belge, le commerce étant une compétence partagée, la ministre fédérale chargée du commerce extérieur devra obtenir les pleins pouvoirs des Régions pour apposer la signature du gouvernement fédéral.

Quelles directives le gouvernement bruxellois a-t-il données pour sa représentation dans le cadre de la ratification de cet accord ?

Les balises de votre déclaration de politique générale (DPG) concernant les accords commerciaux sont-elles respectées ? Dans l'affirmative, de quelle manière ?

¹⁶⁵ **M. Pascal Smet, secrétaire d'État.**- Pour ce qui est des conséquences de cet accord sur l'économie bruxelloise, il est utile de faire une distinction entre le commerce de biens et le commerce de services.

Le commerce de biens constitue le principal "succès" de cet accord. Les échanges de biens ne subiront pas de droits de douanes ni de quotas. Le Brexit sans accord (no deal) ayant été évité, les exportations vers le Royaume-Uni échapperont aux règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui auraient mené à des surtaxes pouvant aller de 10 % pour le matériel de transport à 25 % pour les produits transformés ou 50 % pour l'agroalimentaire.

Tout n'est pas rose pour autant, puisqu'on n'échappera pas aux barrières non tarifaires liées à toutes les nouvelles contraintes administratives que les exportateurs devront affronter pour que leurs produits puissent entrer sur le marché britannique.

Sur le chapitre du commerce de services, l'accord est par contre beaucoup moins précis, et c'est sans doute un choix de l'Europe. Le Royaume-Uni étant importateur net de biens et exportateur net de services, la volonté de l'Union européenne a toujours été de régler le sort des biens avant celui des services.

De voorbije twee jaar hebben tientallen ondernemingen hun activiteiten vanuit het VK naar Brussel verplaatst, maar de grote winnaars zijn toch vooral Parijs, Frankfurt en Nederland.

Wat zeggen de laatste cijfergegevens daarover? Kunt u dat specificeren per sector en ook de impact op de werkgelegenheid vermelden? Hoe komt het dat Brussel minder bedrijven heeft aangetrokken dan de buurlanden?

Volgens de Europese Commissie is het akkoord met het VK een exclusieve bevoegdheid van de EU. In België is buitenlandse handel een gedeelde bevoegdheid en dus heeft de federale overheid ook de goedkeuring van het Brussels Gewest nodig om het akkoord te kunnen goedkeuren in de Europese Raad.

De heer Pascal Smet, staatssecretaris (in het Frans).- *Het grootste pluspunt van het akkoord ligt bij de handel in goederen. Er komen geen douanerechten of quota. Natuurlijk komen er wel heel wat administratieve beperkingen bij voor wie goederen wil uitvoeren naar het Verenigd Koninkrijk (VK).*

Over de handel in diensten is het akkoord veel minder duidelijk. Dat ligt wellicht aan de EU, omdat die is een netto-uitvoerder van goederen is, terwijl het VK een netto-uitvoerder van diensten is. Een regeling voor de goederen is dus voor Europa belangrijker.

4% van onze uitgevoerde goederen gaat naar het VK, dat daarmee op de zesde plaats staat. Twee derden daarvan bestaat uit vervoersmiddelen, vooral Audi's uit de fabriek in Vorst, waarop de brexit in principe weinig invloed zou mogen hebben.

Le Royaume-Uni est la sixième destination de nos exportations de biens, à hauteur de 4 %. Les deux tiers concernent du matériel de transport, majoritairement des Audi produites à l'usine de Forest, et ils ne devraient pas être affectés par le Brexit. Globalement, nos exportations de biens ne devraient donc pas subir fortement l'impact négatif évoqué.

¹⁶⁷ Il n'en va pas de même pour les petites et moyennes entreprises (PME) et les très petites entreprises (TPE), pour lesquelles les démarches administratives désormais nécessaires représentent un réel frein aux exportations.

S'agissant des services, l'accord ne prévoit plus la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles. Cela signifie que tout architecte, avocat ou ingénieur devra entreprendre une série de démarches auprès d'organismes professionnels britanniques avant de pouvoir prêter ses services dans le pays. C'est donc sur les PME, les TPE et les indépendants que nos efforts doivent se concentrer.

Quant à votre deuxième question, aucune partie ne sort gagnante de cet accord, ni du Brexit. Nous regrettons cette "connerie" qui nuit au Royaume-Uni également. À Bruxelles, nous pensons que le secteur agroalimentaire, représenté principalement par des PME et TPE, sera parmi les plus affectés. Le secteur immobilier, dont les architectes et les bureaux de conseil en matière de construction durable, pourrait également subir les conséquences de la non-reconnaissance des qualifications professionnelles. Nous suivons aussi de près le secteur de la mode et des accessoires, dont beaucoup de ventes se font en ligne et qui pourrait donc pâtir des changements de TVA.

D'une manière générale, l'ensemble des exportations de services pourraient subir les conséquences du Brexit. Toutefois, celles-ci sont encore incertaines, car l'accord est assez flou en la matière.

Voilà donc les quatre secteurs sur lesquels nous nous concentrerons dans le cadre du plan de soutien, qui sera rendu possible par le fonds que vous évoquez.

¹⁶⁹ La Belgique a en effet beaucoup insisté auprès de la Commission européenne pour obtenir des compensations et un soutien de l'UE face à ce choc économique. Cela a porté ses fruits, puisque, dans les conclusions du Conseil européen extraordinaire du 21 juillet 2020, un montant était réservé au Brexit.

La proposition de réserve d'ajustement au Brexit (Brexit Adjustment Reserve, BAR) a été publiée par la Commission européenne le 25 décembre dernier, juste après la conclusion de l'accord entre l'UE et le Royaume-Uni. Ce règlement s'articule en deux volets, l'un dédié à la pêche et l'autre au commerce. En ce qui concerne ce dernier, il est prévu un soutien aux secteurs les plus affectés, dont les entreprises, mais également à l'emploi et à la reconversion, sans oublier la communication.

Pour répondre à Mme Lotte Stoops, l'administration compétente se penche actuellement sur la question.

Voor kmo's en zeer kleine ondernemingen (zko's), vormen de administratieve aanpassingen wel een sterke belemmering op de uitvoer.

Wat de diensten betreft, valt de wederzijdse erkenning van beroepskwalificaties weg. Dat maakt het heel wat moeilijker voor bijvoorbeeld architecten, advocaten of ingenieurs om in het VK te werken.

Er zijn geen winnaars bij de brexit of bij dit akkoord, noch in Europa, noch in het VK. In Brussel zal vooral de voedingssector, die hoofdzakelijk uit kmo's en zko's bestaat, zwaar getroffen worden. Ook voor de vastgoedsector is het akkoord problematisch. Daarnaast volgt het gewest de sector van de mode en accessoires op de voet, omdat die veel online verkoopt, wat ingewikkelder wordt op het vlak van btw. De handel in diensten in het algemeen kan lijden onder de brexit, maar de impact is moeilijk te voorspellen.

Het gewest zal zijn inspanningen dus concentreren op kmo's, zko's en zelfstandigen in de genoemde sectoren.

België heeft bij de Europese Commissie sterk aangedrongen op compensaties en steun en dat heeft resultaat opgeleverd, want op 21 juli 2020 maakte de buitengewone Europese Raad een bedrag vrij voor steunmaatregelen rond de brexit.

De Brexit Adjustment Reserve, het Europese brexitfonds, werd officieel goedgekeurd door de Europese Commissie op 25 december 2020. Het reglement omvat steun aan de meest getroffen sectoren, maar ook middelen voor werkgelegenheidsmaatregelen en communicatie.

Volgens het huidige voorstel van de Europese Commissie zou België 324 miljoen euro ontvangen, waarvan 262 miljoen voor de handel. Het Brussels Gewest krijgt inderdaad 10% van dat bedrag. Dat is gunstig, want de Brusselse uitvoer bedraagt slechts 1,8% van het Belgische totaal.

Pour ce qui est de la répartition du montant, selon la proposition déposée par la Commission européenne et actuellement discutée au niveau du Conseil, la Belgique recevra 324 millions d'euros, dont 262 millions d'euros pour le commerce. La répartition des montants au sein de notre pays a déjà eu lieu et la Région bruxelloise obtiendra 10 % du montant réservé au commerce, soit un peu plus de 25 millions d'euros. Ce pourcentage est avantageux pour nous, comparé aux demandes des autres Régions et aux exportations bruxelloises, qui ne représentent que 1,8 % du total.

¹⁷¹ Hub.brussels est en train de mettre sur pied un plan de mesures dont l'objectif est de venir en aide aux secteurs évoqués, en soutenant la compétitivité de nos entreprises sur le marché britannique.

En ce qui concerne les relocalisations, il n'est pas facile d'établir un inventaire car, d'une part, certains y sont fermement opposés et, d'autre part, il s'agit d'un aspect politiquement sensible.

Nous n'avons jamais eu la prétention d'être un centre financier comparable à Paris ou Francfort, vu les services de base déjà proposés dans ces deux villes.

J'ai pris le temps de répondre plus en détail sur les deux autres accords. J'aimerais ajouter que l'accord entre l'Union européenne et le Royaume-Uni relève effectivement d'une compétence exclusive de l'Union européenne. Bruxelles a toutefois fait connaître sa position en la matière.

¹⁷³ **Mme Véronique Lefrancq (cdH).**- S'agissant des questions auxquelles vous n'avez pas pu répondre, je me permettrai de vous les envoyer sous la forme de questions écrites.

Je vous remercie pour vos précisions. Par ailleurs, je vous rejoins sur la terminologie que vous avez utilisée pour désigner l'accord du Brexit en disant qu'il s'agissait d'une véritable "connerie". Je suis cependant rassurée d'apprendre que, concernant les biens, l'impact négatif sera limité. En revanche, j'entends bien les nouvelles problématiques liées aux services (entre autres au niveau de la reconnaissance des formations) que d'aucuns rencontreront. Je prends également bonne note du fait que la part de 10 % accordée à la Région bruxelloise est avantageuse.

- *L'incident est clos.*

Hub.brussels werkt aan een reeks maatregelen om de getroffen sectoren ter hulp te komen en de competitiviteit van onze ondernemingen op de Britse markt te ondersteunen.

Een inventaris opstellen van bedrijven die naar Brussel verhuisd zijn, is niet gemakkelijk, omdat dat politiek gevoelig ligt. Brussel heeft overigens nooit de pretentie gehad om een financieel centrum te zijn dat vergelijkbaar is met Frankfurt of Parijs.

Het akkoord tussen de EU en het VK is inderdaad een exclusief Europese bevoegdheid, maar Brussel heeft zijn standpunt ter zake kenbaar gemaakt.

Mevrouw Véronique Lefrancq (cdH) (in het Frans).- *Ik ben gerustgesteld dat de impact van het akkoord op de handel in goederen beperkt zal zijn. Voor de handel in diensten is het akkoord wel problematischer. Ik noteer ook dat de verdeelsleutel van 10% voor het Brussels Gewest gunstig is.*

- *Het incident is gesloten.*